



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium 77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 05/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE NOUVELLE DE BALLASTIERES**

1 rue Vasco de Gama  
94460 Valenton

Références : E25/2620  
Code AIOT : 0006513987

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE DE BALLASTIERES implanté La belle épine 77130 Marolles-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE NOUVELLE DE BALLASTIERES
- La belle épine 77279027 77130 Marolles-sur-Seine
- Code AIOT : 0006513987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette exploitation est une carrière alluvionnaire de sables et graviers à ciel ouvert exploitée par la Société Nouvelle de Ballastières.

La carrière dite de la Belle Épine située sur la commune de Marolles-sur-Seine est autorisée par les arrêtés préfectoraux n° 2013/DCSE/M/006 du 8 février 2013 et 2016/DRIEE/UT77/063 du 4 juillet 2016.

La carrière est autorisée à être exploitée jusqu'au 8 février 2030 incluant les travaux de remise en état.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article V-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Information du public	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-1	Sans objet
2	Travaux de remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-14-1	Sans objet
3	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-15	Sans objet
4	Contrôles d'accès	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-17	Sans objet
5	Plans	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-19	Sans objet
7	Surveillance des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article IV-3.2.4	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines et du plan d'eau	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article IV.3.2.5	Sans objet
9	Bruits	Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article IV.6.1	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La carrière de la Belle Épine est correctement exploitée et procède au bon suivi de son site. Les analyses et contrôles sont effectués et les procédures sont adaptées à l'activité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information du public
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place sur la voie d'accès au site un panneau résistant indiquant en caractères apparents et inaltérables son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b>  Un panneau est présent à l'entrée du site indiquant en caractères apparents son identité, les références de l'autorisation ainsi que les contacts utiles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Travaux de remise en état du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-14-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, REE
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant remet en état le site affecté par son activité extractive en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Il assure l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site telle que mentionnée à l'article III.14.2. Les opérations de remise en état sont effectuées de façon coordonnée à l'exploitation suivant les phases définies dans l'étude d'impacts.
<b>Constats :</b>  Les opérations de remise en état sont effectuées de façon coordonnée à l'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Remblayage de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Apports extérieurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains concernés. Les travaux sur les secteurs destinés à être remblayés sont réalisés suivant les règles de l'art. Ces zones remblayées résistent notamment à l'érosion des eaux et restent stables en période de crue et en décrue. Il est réalisé avec : - les matériaux extraits du site : terres de découvertes, matériaux non valorisables, fines argileuses issues du lavage des matériaux.

- un apport de matériaux inertes extérieurs estimé à 1 250 000 m<sup>2</sup> sur un rythme moyen de 83 000 m<sup>2</sup> pendant 15 ans.

Les matériaux d'origine extérieure ne peuvent être que des matériaux minéraux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont constitués de déblais de chantiers de terrassement préalablement identifiés (terres et pierres naturelles non polluées, uniquement). Ils sont préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur.

Ce bordereau atteste que les matériaux apportés sont conformes à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones et les niveaux de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille.

L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi ;
- il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- il vérifie visuellement la nature des matériaux ;
- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé ;
- le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît, après le départ du véhicule, que la nature n'est pas conforme aux prescriptions du présent article peuvent être stockés dans une benne présente sur le site. Cette benne de refus est évacuée par l'exploitant vers un centre dûment autorisé. Ces différentes opérations sont reportées dans le registre susvisé.

#### **Constats :**

Le remblayage de la carrière est effectué avec apport de matériaux extérieurs.

Une procédure est mise en place pour l'acceptation de ceux-ci.

En 2024, 88 000 m<sup>3</sup> de matériaux extérieurs ont été acceptés.

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 4 : Contrôles d'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Durant les heures d'activité, les accès à la carrière sont contrôlés. En dehors des heures ouvrées, ils sont matériellement interdits l'accès du site et de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place et entretenue autour de l'intégralité du périmètre autorisé. [...]
<b>Constats :</b>  Durant les heures d'activités, une personne est présente sur la carrière et contrôle les accès. Pendant les horaires de fermeture de la carrière, un portail solide et efficace est présent. La carrière est clôturée. La carrière est en activité de 7h30 à 17h00 du lundi au jeudi et jusqu'à 12h00 le vendredi. Trois personnes sont constamment sur la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article III-19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un plan orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel sont reportées : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'échelle et l'orientation ;</li><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- les zones en cours d'exploitation ;</li><li>- les zones déjà exploitées non remises en état ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les cotes de fond de plans d'eau en cours d'exploitation ;</li><li>- la position des éléments visés à l'article 11-18 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;</li><li>- la localisation des zones de stockage temporaire des stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état dont notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- la surface autorisée restant à exploiter ;</li><li>- les réserves autorisées restant à exploiter ;</li><li>- la surface totale déjà remise en état ;</li><li>- la surface remise en état dans l'année précédente ;</li><li>- le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.</li></ul> Une copie de ce plan datée, certifiée et signée par l'exploitant et ses annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard le 1 <sup>er</sup> février de l'année N+1.



**Constats :**

Par courrier du 03 février 2025, l'exploitant a transmis le bilan annuel de la carrière.

Le plan d'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état des sols est fourni ainsi que les différentes analyses (eaux, bruits, poussières).

Le plan est certifié conforme par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Montant des garanties financières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article V-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, GF

**Prescription contrôlée :**

Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant, pendant la durée de fonctionnement ou à l'occasion de la mise à l'arrêt du site. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par les installations. Les garanties financières sont calculées suivant la formule relative aux carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle, conformément à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé. (TP01 mars 2011-676,1) La durée de l'autorisation est divisée en 4 périodes. Pour chacune, le montant de référence des garanties financières, en euros (T.T.C.), est précisé dans le tableau ci-après :

PÉRIODE n°	S1 MAXIMALE (en ha)	S2 MAXIMALE (en ha)	L MAXIMALE (en m)
1 de la mise en service à la mise en service + 5 ans	2,1	6,4	0
2 de la mise en service + 5 ans à la mise en service + 10 ans	2,4	8,70	0
3 de la mise en service + 10 ans à la mise en service + 15 ans	2,4	8,70	0
4 (allant de la mise en service + 15 ans à l'échéance de l'autorisation)	1,4	4,3	0

avec :

S1 = somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuée de la valeur des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 = valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L = valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés ci-dessus.

**Constats :**

Les garanties financières sont de :

S1 = 2.7148 ha

S2 = 8.1887 ha

L = 0 m

Un dépassement de la valeur S1 est observé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra justifier du non-respect de cette valeur en S1 et indiquer les mesures prises pour revenir en conformité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Surveillance des eaux rejetées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article IV-3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux en sortie des décanteurs déshuileur

**Prescription contrôlée :**

I - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

PARAMÈTRES.	CARACTÉRISTIQUES
pH	5,5 < pH < 8,5
Température	< 30 °C
MEST	< 35 mg/l
DCO sur effluent non décanté	< 125 mg/l
Hydrocarbures	< 10 mg/l

Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur.

[...]

**Constats :**

Les prélèvements et les analyses des eaux en sortie du séparateur hydrocarbures ont été effectués le 14 mai 2024 par IDDEA. Les résultats obtenus respectent les valeurs prescrites.

**Type de suites proposées :** Sans suite



#### N° 8 : Surveillance des eaux souterraines et du plan d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article IV.3.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait procéder par un laboratoire agréé à un contrôle semestriel de la qualité des eaux souterraines à partir de prélèvements réalisés dans les 3 piézomètres et le plan d'eau sur les paramètres inscrits dans le tableau ci-dessus et les métaux. Des mesures du niveau de la nappe sont réalisées tous les trimestres à partir des piézomètres et du plan d'eau. Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait procéder par IDDEA au suivi de la qualité des eaux souterraines et superficielles de son site. Le réseau de surveillance comporte 3 piézomètres et un plan d'eau. Les bilans ont été transmis dans le bilan annuel de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Bruits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2013, article IV.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruits
<b>Prescription contrôlée :</b>  I - Les bruits émis par l'exploitation de la carrière, et les activités exercées sur le site ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé [...]
<b>Constats :</b>  Le contrôle des niveaux sonores et émergences a été réalisé le 03 décembre 2024 par le bureau d'études Terra Expertis. Les résultats sont conformes à la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

